



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du mercredi 1^{er} octobre 2025

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de présents : 12
Nombre de votants : 12

Date de la convocation : 23 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le premier octobre à quatorze heures, les membres du Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Madame Mariane LUQUÉ.

Présents :

Madame Claude BALLOTEAU
Madame Marie-Thérèse GRANDILLON
Madame Ghislaine JOUANNET
Madame Aude LE BESCOND
Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU
Madame Frédérique LIÈVRE

Madame Mariane LUQUÉ
Monsieur Joël PAPINEAU
Madame Patricia PARIS
Madame Michelle PIVETEAU
Monsieur Guy PROTEAU
Monsieur François SERVENT

Absents :

Madame Catherine BOUTINEAU
Madame Pascale BRAU
Monsieur Patrice BROUHARD
Madame Monique CHARRIER
Madame Clarice CHEVALIER
Madame Martine FOUGEROUX

Monsieur Alexandre GUICHARD
Madame Sophie LESORT-PAJOT
Madame Béatrice ORTEGA
Monsieur Jean-Marie PETIT
Madame Karine TOBI

Secrétaire de séance :

Monsieur François SERVENT

Mise en place d'un régime d'équivalence pour les heures supplémentaires de nuit en séjour
Enfance et Jeunesse

*Ressources
humaines*

Madame la Vice-présidente expose :

L'article 8 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat et dans la magistrature autorise les collectivités territoriales et leurs établissements publics à instituer, par délibération, un régime d'équivalence pour les emplois dont les missions impliquent un temps de présence supérieur au temps de travail effectif.

La mise en place d'un régime d'équivalence permet de dissocier le temps de travail productif des périodes d'inaction, pendant lesquelles l'agent se trouve sur son lieu de travail à la disposition de son employeur, mais ne peut pas pour autant vaquer librement à ses occupations personnelles. C'est le cas notamment de séjours avec nuitées, dans le cadre d'accueil collectif de mineurs avec hébergement.

Concernant la fonction publique territoriale, aucune disposition législative ou réglementaire ne fixe de durée d'équivalence à retenir pour le décompte sous forme de temps de travail effectif des périodes d'inaction.

Dans le cadre des animations enfance - jeunesse, des agents de la collectivité peuvent être amenés à participer à des séjours, notamment lors des mini camps. A l'occasion de ces séjours, l'aménagement du temps de travail doit intégrer la nécessité d'une continuité dans la prise en charge des enfants, les agents devant assurer une surveillance nocturne.

Il est proposé d'adopter le régime d'équivalence suivant :

Organisation de séjours (mini-camps, voyages...)			
Temps de présence		Temps d'équivalence	
Nuit, soit de 21 heures à 7 heures		<ul style="list-style-type: none">➤ Pour les nuits de lundi à jeudi → forfait de 3h00➤ Pour les nuits de vendredi à dimanche ainsi que jours fériés → majoration de 50%	
EXEMPLES			
Durée du séjour	Décompte forfaitaire	Repos compensateur (repos quotidien = 11h)	Planification
Séjour de 3 jours / 2 nuits	3h00 (par nuitée)	3 X 11h = 33 heures Soit 1j et 9h	A l'issue du séjour
Séjour de 4 jours / 3 nuits	3h00 (par nuitée)	4 X 11h = 44 heures Soit 8h + 1,5 j	<p>8h doivent être planifiées pendant le séjour et le solde, 36 heures maximum, sera pris à l'issue de celui-ci.</p> <p>Les 8 heures minimum de repos compensateur prévues pendant le séjour pourront être prises, compte tenu du minimum de 4 heures, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit en une seule fois- soit en 2 fois 4 heures.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente,

DÉCIDE

- d'instaurer un régime d'équivalence, pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires et les contractuels de droit public encadrant des séjours avec nuitées ;
- de considérer que le service de nuit, compris entre 21 heures et 7 heures, sera décompté forfaitairement pour 3h00 et majoré de 50% pour le week-end et les jours fériés ;
- d'inscrire, dès le budget 2026, les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondantes.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 12

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHAUD

Le Secrétaire de séance
François SERRVENT

La présente délibération est susceptible d'être l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire de la délibération. Le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr